

Bulletin œcuménique

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP: 17-7786

GVOM
Groupe volontaires outre-mer
Chemin des Cèdres 5
CH-1000 Lausanne 9
CCP: 10-20968

10 avril 1973

numéro 3
paraît 8 fois par année

Libération

Chaque époque sécrète des mots magiques et mobilisateurs. L'idée de développement nous obsédait depuis une vingtaine d'années. Partout s'affirmait l'idéal à atteindre : la société moderne et technologique des pays industrialisés. Cette perspective suscita des espoirs et des progrès dans les pays soi-disant sous-développés. Mais elle engendra un sentiment profond de frustration, de culpabilisation. La première décennie du développement (1960-1970) se solda par un échec. Pourquoi ? L'aide au tiers-monde a été portée essentiellement par les gouvernements et les organismes qui contrôlent l'économie et la finance mondiales. Loin de partager leur pouvoir, ils l'ont accru.

Aujourd'hui, la sève nouvelle gonfle les bourgeons. Les hommes sans voix découvrent qu'on les a maintenus dans une subtile exploitation, qu'on a ignoré les racines de leur mal. Alors jaillit le mot de passe, le mot pascal, le mot qui fait craquer celui de développement : libération ! Les hommes et les peuples opprimés découvrent qu'ils sortiront du sous-développement en prenant eux-mêmes leur sort en main.

Ne soyons pas surpris : les pays du tiers-monde prennent conscience de leur culture, se réveillent avec agressivité. Dans la marche vers la libération, toutes ces étapes s'avèrent logiques, même si elles nous déplaisent. Il en va pour les peuples comme pour les personnes: on s'accomplit dans la mesure où on a confiance en soi, dans la mesure où on devient son propre agent de transformation, dans la mesure où on participe pleinement à l'aventure humaine.

Dans cette perspective, les nouvelles églises prennent la parole, elles aussi. Une évolution religieuse est en cours. Par exemple, en Afrique de l'Est Monseigneur Mihayo déclare : "Il me semble que le problème de la localisation est pour l'Eglise d'aujourd'hui, en Afrique, un problème très sérieux,

peut-être le plus sérieux. Nous manquons de prêtres parce que dans le passé notre église n'a pas été enracinée assez localement. Tel que je le vois, notre premier objectif aujourd'hui, devrait être de localiser nos églises en les rendant autonomes en personnel et en finances, dans leurs structures, dans leur réflexion et dans leur théologie. Cela ne signifie pas que nous devions nous isoler des églises d'Europe et d'Amérique, refuser l'aide, l'échange d'idées et le personnel qu'elles nous offrent et dont nous avons besoin. Mais cela signifie que, dans nos nations africaines devenues majeures, nous devons nous tenir sur nos propres pieds et exprimer notre foi selon nos propres voies et nos cultures africaines".

En cette période de Pâques, la résurrection apparaît comme la réponse libératrice, la réalisation ultime de la promesse, l'achèvement d'une création nouvelle et unique. Le Christ a donc une relation fondamentale avec l'histoire des hommes. Il est au coeur du "processus" de libération. Il est le Libérateur.

"Je vous donnerai un coeur nouveau, je mettrai en vous un esprit nouveau" (Ez. 34 : 24-26). Il nous redresse, réellement, et fait de nous des hommes debout.

Paul Jubin

Seigneur, QUE L'AFRIQUE TE CONNAISSE ...

Que l'Afrique te connaisse, Seigneur Dieu,
Toi le chef de tous ces grands chefs,
Toi le père de tous ces anciens,
Toi la sagesse de ces sages.
Donne à chaque peuple et à chaque tribu,
De Te chercher, de Te connaître,
De savoir que tu es le seul Dieu Véritable,
Et que t'acclamer, c'est être fidèle à l'Afrique.

Que la paix Te connaisse,
Que le monde te connaisse, Toi le vrai Dieu.
Vrai, non pas à cause de ces lambeaux
Que nous arrachons de Toi
Pour nos propres commodités,
Mais vrai du delà de tous les noms que nous te donnons.
Qu'ils te connaissent
Les hommes de l'Afrique et du monde entier.
Afin que tu sois enfin Dieu
C'est-à-dire celui qui n'appartient à personne
Et qu'aucune civilisation ne saurait coloniser...

suite page 20

BANGKOK - 29.12.72 - 8.1.1973



CIRIC

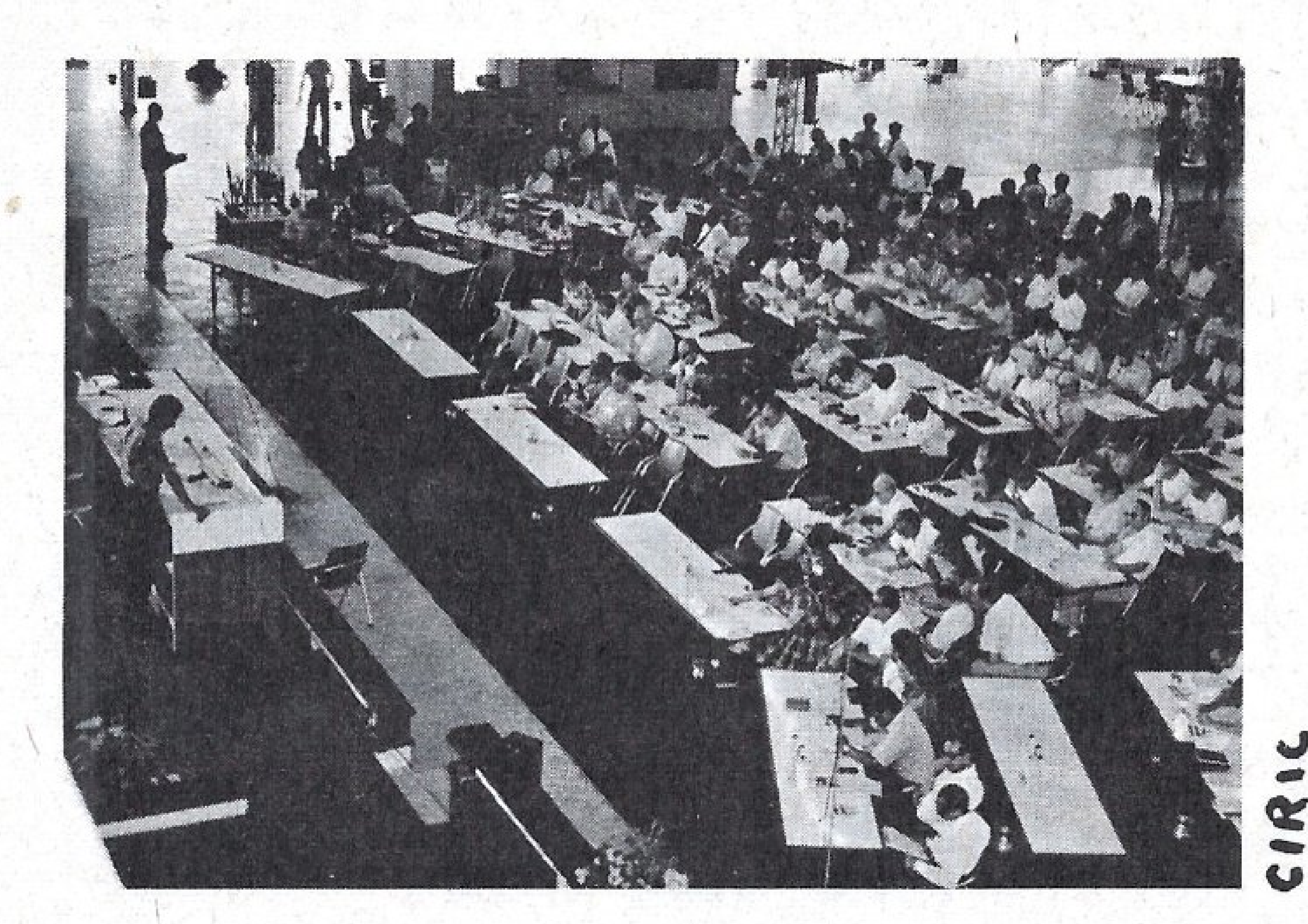
Bangkok, l'Asie du Sud-Est, c'est un monde tellement différent du notre, tellement différent de l'Afrique, de l'Amérique latine. Les 300 délégués et participants à la conférence sur le salut aujourd'hui ont été fascinés par cet environnement humain et cet accueil que les Thaïs leur ont offert. La grâce et la beauté de la danse traditionnelle de ce pays n'en est qu'un aspect, certes, mais très symbolique.

Nous avons fait le déplacement à Bangkok pour célébrer ensemble la richesse du salut que Dieu offre aux hommes, pour célébrer la richesse fabuleuse qui ressort de l'échange de nos expériences differentes, de nos oppositions aussi, de nos craintes et joies communes.

Le culte quotidien, placé au centre de chaque journée de travail, à midi, exprimait à la fois cette unité en Christ et cette diversité des réponses que les membres du peuple de Dieu donnent en fonction de traditions spécifiques de ces 69 pays dont nous venions. La Cène, la prière, parlée ou chantée, la Bible, furent notre lien.
Nous avons appris à nous respecter ou, si vous préférez, à nous aimer.

CIRIC

C'est pourquoi les discussions, en plénum ou en groupes, n'ont pas dégénéré pour nous diviser. Nous avons appris à ne plus céder à cette tendance pharisienne de mettre une étiquette sur celui avec qui nous discutions, telle que "conservateur", "fondamentaliste", "marxiste", etc. Et pourtant, il y eut des affrontements violents, notamment entre ceux (surtout des blancs et des chrétiens aisés) qui pensent que leur théologie est la seule valable, que tout ce qui est matériel ou culturel est secondaire, et ceux (surtout des Africains et des Asiatiques, les "pauvres" de ce monde) pour qui la question: qui suis-je, moi qui répond à Christ, est fondamentale.

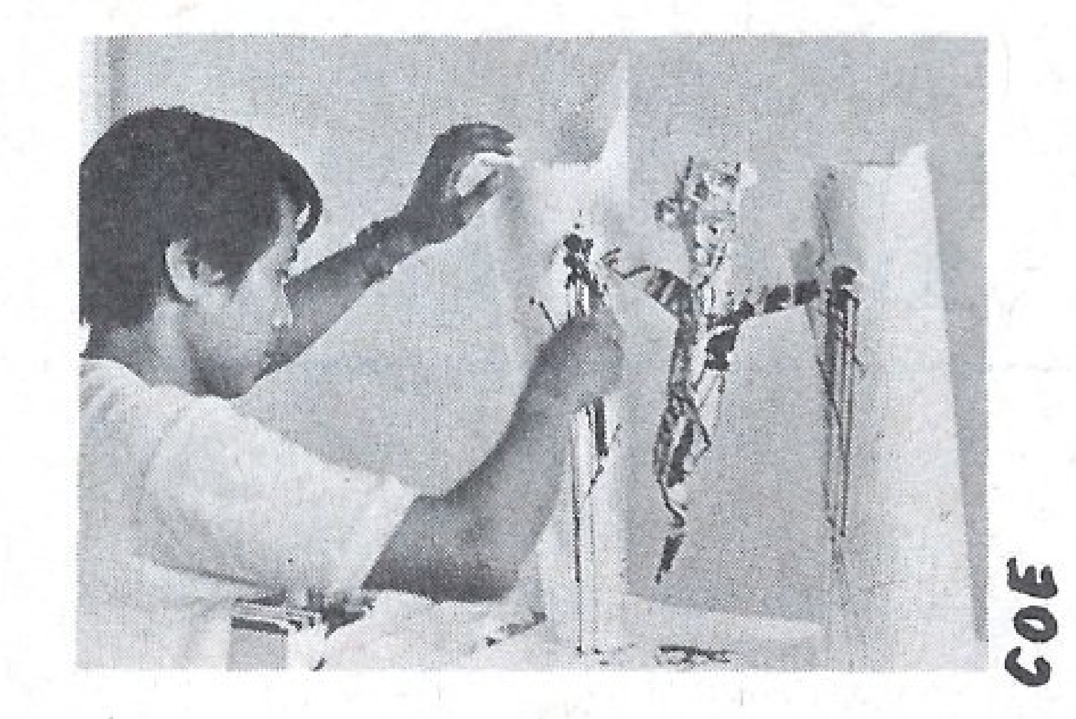


CIRIC

La mission, ce n'est pas d'apporter ce que je pense de Dieu, c'est de permettre à l'autre de trouver Dieu à sa façon. C'est pourquoi il faut parfois savoir se taire et être vraiment serviteur, humble.



CIRIC



COE



COE

Nous avons pu nous exprimer librement, et pas seulement en paroles, en réflexion théologique sur l'homme, la révolution, la justice, l'oppression, le message de Jésus. Nous avons aussi dansé la joie d'être sauvé et d'être ensemble, nous avons aussi exprimé par l'art ce que pour nous signifiait être sauvé sous la croix.

Mais nous n'avons pas éliminé les problèmes que posent les relations entre églises ou conseils missionnaires riches et églises pauvres du point de vue économique.



CIRIC

Si Mr Gatu, secrétaire général de l'Eglise presbytérienne d'Afrique de l'Est, a lancé un signal d'alarme en parlant de "moratoire", ce n'est pas que son église veuille se séparer de l'Eglise universelle. Non, ces frères cherchent comment vivre leur foi à leur manière, authentiquement, sans être obligés de copier les façons de voir des Occidentaux. Et ils ont l'impression qu'actuellement, du fait de l'influence volontaire ou involontaire des missionnaires, ils ne sont pas assez libres pour le faire. Alors, ils cherchent une nouvelle voie: arrêtez d'envoyer des missionnaires et de l'argent pour un certain temps. Laissez nous trouver notre réponse d'Africains à Christ.

CIRIC

Ce n'est pas la même chose que de vivre en Asie ou aux USA. Et à Bangkok, plutôt que de parler de l'homme asiatique, les chrétiens des autres parties du monde ont écouté des Bouddhistes dire ce qu'était pour eux le sens de la vie, le salut. Nous sommes allés dans un de leur monastères, ils sont venus discuter avec nous à la conférence. Dialogue entre chrétiens, dialogue avec les hommes d'autres religions et idéologies, c'est une étape essentielle pour apprendre à ne plus se considérer comme le centre du monde, comme le centre du peuple de Dieu.
Car le salut de Dieu ne passe pas automatiquement par la prédication des chrétiens blancs, il est offert à tous les hommes. Il faut qu'ils puissent répondre à leur manière. Ces hommes et femmes qui tenaient leur marché dans le parc où nous vivions, ont des richesses que nous avons perdues en Europe. Il ne faut pas qu'ils doivent les perdre pour accepter Christ.



CIRIC

J. Matthey

DOSSIER - DOSSIER - DOSSIER - DOSSIER - DOSSIER - DOSSIER - DOSSIER

UN ATTENTAT CONTRE L'INDEPENDANCE AFRICAINE

20 janvier 1973 : une rafale de mitraillette crépite dans la nuit tropicale de Conakry, capitale de la Guinée. Amilcar Cabral, le chef du Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée (Bissao) et du Cap-Vert, le PAIGC, a été assassiné. Il avait 51 ans.

Qui était Amilcar Cabral, et d'abord où se trouve la Guinée-Bissao ? D'une superficie un peu moins grande que la Suisse, habitée par environ 680'000 habitants, la Guinée dite portugaise se trouve sur la côte ouest de l'Afrique, entre le Sénégal et la Guinée de Conakry. C'est un pays plat, chaud et humide. Elle est colonie portugaise depuis 1630.

Le PAIGC est né comme petit parti clandestin en 1956. Il réunissait quelques-uns des rares Africains privilégiés qui avaient pu recevoir une formation et qui habitaient les villes. Ces membres de ce qu'on appelle la "petite bourgeoisie urbaine" avaient décidé de combattre un régime colonial très répressif et qui pratiquait une politique délibérée de maintien des noirs dans la dépendance : 95 % d'analphabétisme après un siècle de colonisation effective !

Les premières tentatives de résistance et de protestation se soldèrent par des échecs parfois terriblement sanglants (50 morts parmi les grévistes de Pijiguiti en 1959). Le jeune parti se rendit compte qu'il était impossible d'obtenir quoi que ce soit en restant dans les villes. Il fallait bâtir un pont entre la petite bourgeoisie urbaine et la masse majoritaire des paysans africains.

Cabral, métissé, originaire des îles du Cap-Vert, avait été un des très rares Africains à avoir pu accéder à l'université de Lisbonne. Ingénieur agricole, il avait, au milieu des années 50, effectué des enquêtes agricoles pour le compte de l'administration coloniale. Il apprit alors à connaître les paysans, leurs traditions et modes de vie, différents selon les ethnies, il eut un contact humain avec le peuple de son pays. C'est en grande partie à son expérience que le PAIGC doit d'avoir pu établir ce lien entre "citadins" et "ruraux" après 1959.

14 ans plus tard, à la suite de ses succès militaires, le PAIGC dit contrôler la plus grande partie du territoire de la Guinée-(B). De nombreux observateurs de la presse internationale ont confirmé cette déclaration. Dans les territoires libérés, le PAIGC s'est mis à organiser le développement : éducation et alphabétisation, services médicaux, échanges commerciaux. Sous la menace constante de bombardements portugais, il a réussi à installer des structures administratives, et l'année passée, à organiser des élections générales au suffrage secret dans les villages. Les Guinéens ont ainsi désigné des Conseils régionaux et par leur intermédiaire une Assemblée nationale dont la tâche va être de proclamer dès que possible l'indépendance de la Guinée-(B) comme nouvel Etat. Nombre de membres de l'ONU avaient déjà assuré Cabral avant sa mort qu'ils reconnaîtraient le nouvel état, faisant automatiquement du Portugal un agresseur étranger et portant un coup fatal à la politique de Lisbonne.

Il est presque sûr que l'assassinat de Cabral est de la part des extrémistes portugais une dernière tentative pour faire reculer cette échéance. Ils ont pour cela vraisemblablement utilisé soit des agents infiltrés, soit des mécontents au sein du PAIGC.

La mort de Cabral serait alors symbolique de l'attentat constant contre l'indépendance des Africains qu'est la politique du Portugal et de ceux qui ouvertement ou par silence consentant la soutiennent.

J. Matthey

FSF - FSF - FSF - FSF - FSF - FSF - FSF - FSF - FSF - FSF -

De retour au pays :

- André et Janine PERRIARD, dessinateur en bâtiment et chef de chantier, avec leurs enfants Benoît (1968) et Patrice (1972) de Sokodé, au Togo. Actuellement : 1773 Chandon, FR.

- Marylise HOLST, le 8 mars 1973, du Dispensaire de Saïda, Algérie. Actuellement chez Mme Pitteloud, 10 avenue Calas, 1206 Genève.

- François et Malou GIROUD et leurs enfants Dominique (1971) et Jean-David (1972) de Sako-Gongo près de Sahr, Tchad. Actuellement 1915 Chamoson, VS.

Nouveaux foyers :

- Rachel Balet et Claude CRITTIN, le 28 avril 1973 à Grimisuat. Leur foyer : les Combes, 1961 Grimisuat, VS.

Ils sont nés :

- Yvan Andres, le 22 janvier 1973 à Santiago, au foyer de Janine Constantin de Torreblanca, actuellement en congé, 23 Porte Neuve, 1950 Sion, VS.

- Valérie, le 13 février 1973, au foyer de François et Anne-Marie Liardet, Ondine B, 1774 Cousset, FR.

- Emmanuelle, le 26 février 1973, au foyer de Louis et Madeleine Bessi, Mission catholique, B.P. 55, Sokodé, Togo.

- Véronique, le 27 février 1973 au foyer de André et Françoise Seuret, Mission catholique, B.P. 61, Moundou, Tchad.

Décès :

- Dominique, âgé de 11 jours, au foyer de Xavier et Cécile Vaudan-Alter, 1934 Bruson/Bagnes, VS

- Marthe Jobin, maman d'Hélène Jobin, ancienne de Madagascar, décédée dans sa 80ème année, 6 rue Vaillant, 2726 Saignelégier.

Rencontres pour missionnaires

- Une semaine pour missionnaires en congé, organisée par le Conseil missionnaire catholique suisse, du 6 au 11 août 1973 à Delémont (en français).

- Semaine missionnaire fribourgeoise, du 5 au 8 juillet 1973, à Regina Mundi, Fribourg, sur le thème "Le salut aujourd'hui", de la rencontre de Bangkok (bilingue.)

Rencontres pour missionnaires (suite)

- Rencontre-formation oecuménique pour missionnaires, du 3 septembre au 26 octobre à l'INODEP, à Paris, 34 Avenue Reille (Bulletins d'inscription à disposition au secrétariat de Frères sans frontières). Destinée à ceux qui veulent témoigner de leur foi (laïcs, religieux, pasteurs, prêtres) affrontés sur le terrain aux problèmes que pose la transformation de la société à leur engagement. L'INODEP organise également durant l'année des rencontre-formation courtes.

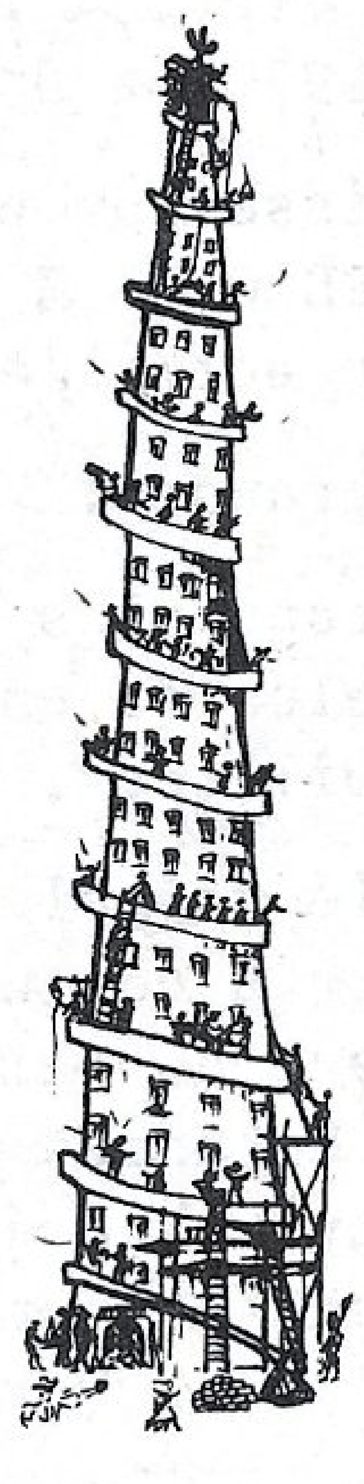
DURANT LA PERIODE DE PREPARATION A LA PASSION ET A PAQUES LES CHRETIENS SONT INVITES A UNE PRIERE PLUS INTENSE, A UN PARTAGE PLUS VRAI, SIGNE DE LEUR CONVERSION. FRERES SANS FRONTIERES BENEFICIE DE L'APPUI DE L'ACTION DE CAREME ET SE VEUT SOLIDAIRE DE TOUTE LA CAMPAGNE MENEE EN VUE DE LA "JUSTICE POUR TOUS" ET D'UN PARTAGE FRATERNEL.

La nostalgie du passé est le dernier luxe de ceux qui n'ont plus d'avenir.

A. Clarioud

UN LIVRE A LIRE :





LE DÉVELOPPEMENT
FOU

TOUS, nous sommes pris dans l'engrenage d'un développement explosif, anarchique et déséquilibré, envoûtant pour ceux qui en profitent, révoltant pour les multitudes qu'il écrase.

TOUS, nous participons, sans le savoir, à la construction d'une extravagante tour de Babel ; prête à s'écrouler, nous disent les savants.

TOUS, ou presque, nous sommes des gens de bonne volonté.
Beaucoup disent même qu'ils sont chrétiens.

TOUS, nous sommes pourtant, sans le savoir, des marionnettes qui fabriquons un monstre.

TOUS, nous participons, sans le vouloir, au pillage du Tiers monde.

POURQUOI ? COMMENT? Cet ouvrage vous le dira.

Il vous dira aussi ce que chacun peut faire pour échapper à cette fatalité.

« Je suis certain que ses lecteurs se sentiront aussi mis en cause et encouragés à comprendre la réalité, à agir dans la foi et dans l'espérance, que je l'ai été moi-même en le lisant ».

Philip A. POTTER
Secrétaire général
du Conseil œcuménique des Eglises

Un stimulant actif de la réflexion personnelle.
Un suggestif instrument de travail pour les groupes d'étude et d'action.
Une perspective largement œcuménique.
Par l'auteur de : « Une Politique de l'Espérance », Prix Noël 1970, Paris.

Labor et Fides.

MERCI POUR VOS DONS

Le bulletin C.C.P. que nous avons inséré dans le dernier numéro a été largement utilisé. Nous remercions tous ceux qui nous permettent ainsi d'envisager notre action.

Le Comité G.V.O.M. :

M. Clément Barbey, président, pasteur.
Mlle Françoise Bertallo, institutrice-directrice.
Mme Marguerite Blickensdorfer, institutrice.
M. Claude Challandes, technicien.
Mlle Odile Langer, assistante sociale.
M. Francis Monot, comptable.
Mlle Edith Noesberger, secrétaire FSF
Mlle Elisabeth Bolliger, secrétaire
M. Gilbert Zbären, animateur.

Générosité helvétique !

Selon les chiffres officiels (ce sont des estimations provisoires) parus dans le supplément de "La Vie économique" de janvier 1973, le produit national brut de la Suisse s'est élevé à 115,31 milliards de francs en 1972 (contre 100,76 en 1971, 88,85 en 1970 et 80 en 1969).

L'aide publique suisse aux pays pauvres, qui doit atteindre selon les recommendations de la CNUCED 0,75 % du PNB, devrait donc se situer à 865 millions. Or, on sait qu'elle est actuellement de 110 millions de francs par an.

La différence est grande !

Il y a encore d'autant plus lieu d'être insatisfait si l'on considère les critères très discutables et en partie "intéressés" qui président à l'attribution de ces 110 petits millions.

En outre (il faut le rappeler pour que le tableau soit complet), ces 110 millions sont très inférieurs à ce que nous rapportent nos relations avec le Tiers-Monde, la Suisse bénéficiant du fait qu'elle se situe dans le camp des forts. Rappelons simplement que nos échanges commerciaux avec les pays du Tiers-Monde ont laissé en 1970 un solde favorable de 2.000 millions. Et nous gagnons encore sur d'autres tableaux, notamment sur celui du rapatriement des bénéfices réalisés dans ces pays ...

SFH - février 1973

DOSSIER

AVRIL 1973

CROISSANCE ≠ DÉVELOPPEMENT

Malgré les mises en garde des économistes les plus compétents, nous continuons à être mystifiés. Sous prétexte qu'il n'existe pas d'autre moyen d'évaluer l'économie d'une pays que le Produit National Brut (PNB) (1) par habitant, de nombreux articles et ouvrages pensent pouvoir mettre en parallèle la croissance du PNB et le développement d' un pays. Tel pays, nous dit-on, se développe bien, ou encore s'est enrichi, parce que son PNB a augmenté de 6 % par an. En fait, il y a de nombreux Etats où la croissance du PNB s'accompagne d'un renforcement du sous-développement. Voyons ce phénomène par quelques exemples et quelques citations avant de nous demander comment promouvoir un véritable développement.

UN EXEMPLE : PORTO-RICO

Cette île des Caraïbes est un "Etat libre associé des Etats-Unis d'Amérique". Les Nord-Américains peuvent s'y installer, investir, commercer sans restriction. Les Porto-Ricains peuvent venir travailler aux Etats-Unis (il y en a près d'un million à New-York) et sont astreints au service militaire. Mais ils n'ont pas de représentants au Sénat et ils n'élisent pas le Président. Ils élisent leur gouverneur et leur parlement local, mais ceux-ci ne peuvent agir que dans le cadre de limites étroites fixées par Washington.

La croissance économique de Porto-Rico est tout à fait remarquable. De 1960 à 1969, le taux moyen de croissance du PNB a été de 6 %, dépassé par peu de pays. Dans ce laps de temps, un très grand nombre d'industries se sont implantées dans le pays. Mais cela a-t-il provoqué un vrai développement ?

En 1960, des documents gouvernementaux estimaient à 100'000 le nombre de nouveaux emplois qui seraient offerts par l'industrie pétro-chimique qui venait de s'installer à Porto-Rico. Aujourd'hui cette industrie qui a un capital de 1,2 milliard de dollars, un des plus grands complexes du monde, n'emploie que 6000 ouvriers, la plupart d'entre eux étant très qualifiés. Les cadres sont en grande partie américains. Le taux de chômage actuel est exactement le même que

TAUX DE CROISSANCE MOYEN ANNUEL DU PNB PAR HABITANT, 1960-1969

	Pays	Taux
1.	Libye	21,7 %
2.	Japon	10,0 %
3.	Hong-Kong	8,7 %
4.	Roumanie	7,5 %
5.	Arabie Séoudite	7,1 %
6.	Bulgarie	6,7 %
7.	Espagne	6,5 %
8.	Corée du Sud	6,4 %
9.	Taïwan (Formose)	6,3 %
10.	Grèce	6,2 %
11.	Porto Rico	6,0 %
12.	URSS	5,6
13.	Hongrie	5,5 %
14.	Zambie	5,4 %
15.	Israël	5,3 %

Par comparaison, voici les taux de croissance de certains autres pays:

Pays	Taux
U.S.A.	3,2 %
Allemagne (RFA)	4,1 %
France	4,8 %
Suisse	2,6 %
Chine	0,8 %

7 pays d'Afrique et Cuba ont une croissance négative.

Si l'on connaît tant soit peu les pays figurant sur ce tableau, on voit que les causes de la croissance sont extrêment diverses. Cela peut être le pétrole (Lybie, Arabie Séoudite), cela peut être une industrialisation à outrance (Japon, Hong-Kong), cela peut être une très forte injection de capitaux étrangers (Corée du Sud, Taïwan, Porto-Rico, Israël). Le plus souvent ce sont des pays à régime dictatorial (Roumanie, URSS, Hongrie, Espagne, Grèce, etc).

---

(1) Le PNB est la mesure de l'ensemble des ressources en biens et services produits pendant une année par des personnes résidant sur le territoire national. Il se calcule en additionnant la valeur ajoutée de toutes les entreprises et administrations. Le PNB correspond donc à la somme de tous les salaires, gains et intérêts versés pendant une année.

20 ans plus tôt, soit de 12 % d'après les statistiques (mais plus probablement autour de 30 %).

Ce que les statistiques ne disent pas, c'est le nombre des emplois qui ont été détruits. Les usines ont été installées sur des terres arables= la pollution de l'air a fortement réduit le rendement agricole; enfin et surtout les usines pétro-chimiques ont pollué l'eau à un point tel que la pêche - une ressource importante de l'île- n'est plus possible qu'à une très grande distance du rivage.

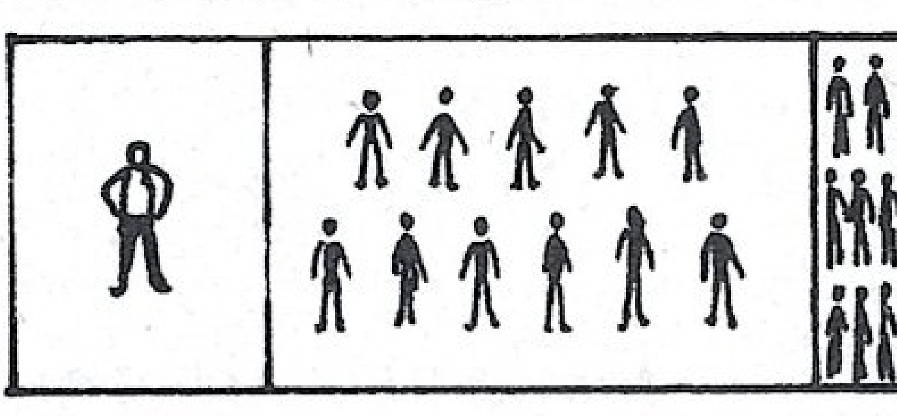
Porto-Rico qui est une île fertile doit aujourd'hui importer 80 % de sa nourriture des Etats-Unis. La culture du tabac, du sucre et des bananes est essentiellement destinée à l'exportation. Cependant, dans les supermarchés, on trouve de tout, mais à un prix plus élevé qu'aux Etats-Unis.

Les 5 % les plus riches disposent du 22 % du revenu national, tandis que de 1953 à 1963, les 20 % les plus pauvres voient leur part de revenu national baisser de 5 à 4 %.

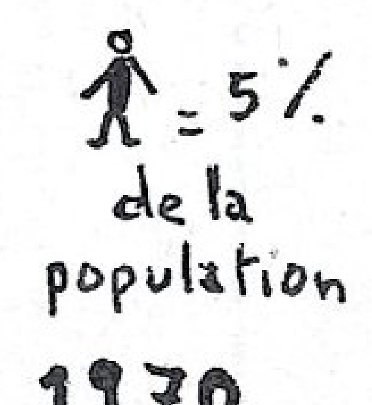
EXTRAITS DU DISCOURS DE
ROBERT MACNAMARA
A SANTIAGO DU CHILI, 14.4.72

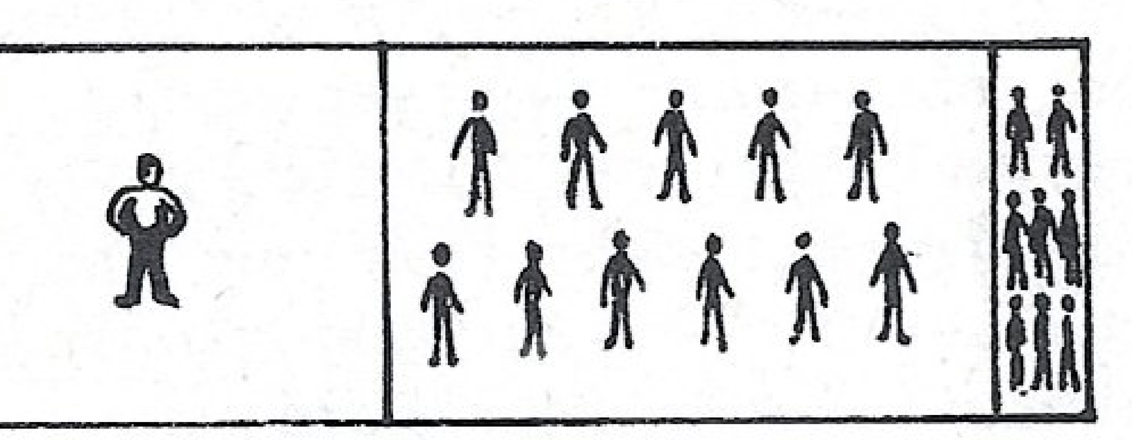
Durant la dernière décennie, le P.N.B. par habitant du Brésil a progressé, en valeur réelle, de 2,5 % par an et cependant la part du revenu national qui est échue à la tranche de 40% la plus pauvre de la population est tombée de 10% en 1960 à 8% en 1970, tandis que la part du groupe de 5% le plus riche est passée de 29% à 38%.

REPARTITION DU PNB AU BRESIL



1960





1970

La croissance économique est une condition nécessaire du développement, cependant elle est loin d'être la condition suffisante.

LE DEVELOPPEMENT SELON LA CONFERENCE SUISSE - TIERS-MONDE

Nous rejetons certaines conceptions du développement qui nous semblent erronées, par exemple que

a) le développement mondial ne serait qu'une extension au niveau mondial d'une société de production et de consommation, telle que nous la connaissons dans les pays riches, et qui accentue la croissance unilatérale de la vie matérielle des hommes;
b) le développement consisterait en une extension et une application incontrôlées de la technologie.

Par contre, nous affirmons qu'un véritable développement doit:

1. libérer les masses du fardeau de la faim, de la misère, de l'oppression;
2. donner aux hommes la possibilité d'assumer leur propre responsabilité dans leur vie personnelle et dans la vie de la société à laquelle ils appartiennent;
3. leur donner la possibilité d'exprimer leur génie culturel propre;
4. leur donner la possibilité de participer à part entière à la vie de la famille humaine universelle.

EXEMPLES DE CROISSANCE NUISIBLE
AU VERITABLE DEVELOPPEMENT
TEL QU'IL EST DEFINI CI-DESSUS

On peut augmenter le P.N.B. d'un pays

- en développant une agriculture d'exportation (café, coton, caoutchouc) au détriment des cultures vivrières (riz, maïs, manioc, etc.). Le paysan recevra un salaire souvent insuffisant pour acheter la nourriture qu'il ne cultive plus, mais le P.N.B. du pays augmente !

- en créant des industries. Même si tout le capital est étranger, même si tout le personnel qualifié est étranger, même si tous les bénéfices sont rapatriés, même si la création de ces industries détruit l'artisanat local, même si la pollution créée par ces industries nuit gravement aux agriculteurs et aux pêcheurs, seul compte dans les statistiques ce qui a été produit;

- en faisant la guerre; c'est le meilleur moyen de forcer à produire : armement et reconstruction;

- en développant le secteur tertiaire (1). Si l'on augmente le nombre des fonctionnaires, le PNB augmente sensiblement, mais il n'est pas dit que le pays soit plus productif;

- en introduisant l'automation: les usines produisent davantage et les ouvriers qualifiés gagnent plus d'argent, mais ceux qui n'ont pas la formation nécessaire sont réduits au chômage;

- en exploitant des mines ou des puits de pétrole. Cela fait entrer des devises, mais si le produit est totalement exporté par des entreprises qui font des profits fabuleux et n'en cèdent qu'une petite partie en salaires et en "royalties" au pays, celui-ci s'appauvrit en réalité car il se vide de toutes ses richesses.

Il ne s'agit pas de condamner toute croissance de l'agriculture, de l'industrie et de l'exploitation des mines, mais de veiller à ce que

1) les besoins essentiels de la population soient satisfaits (riz plutôt que coca-cola, charrues plutôt que munitions),

2) le maximum d'emplois soit créé,

3) les profits restent dans le pays et servent à des investissements productifs,

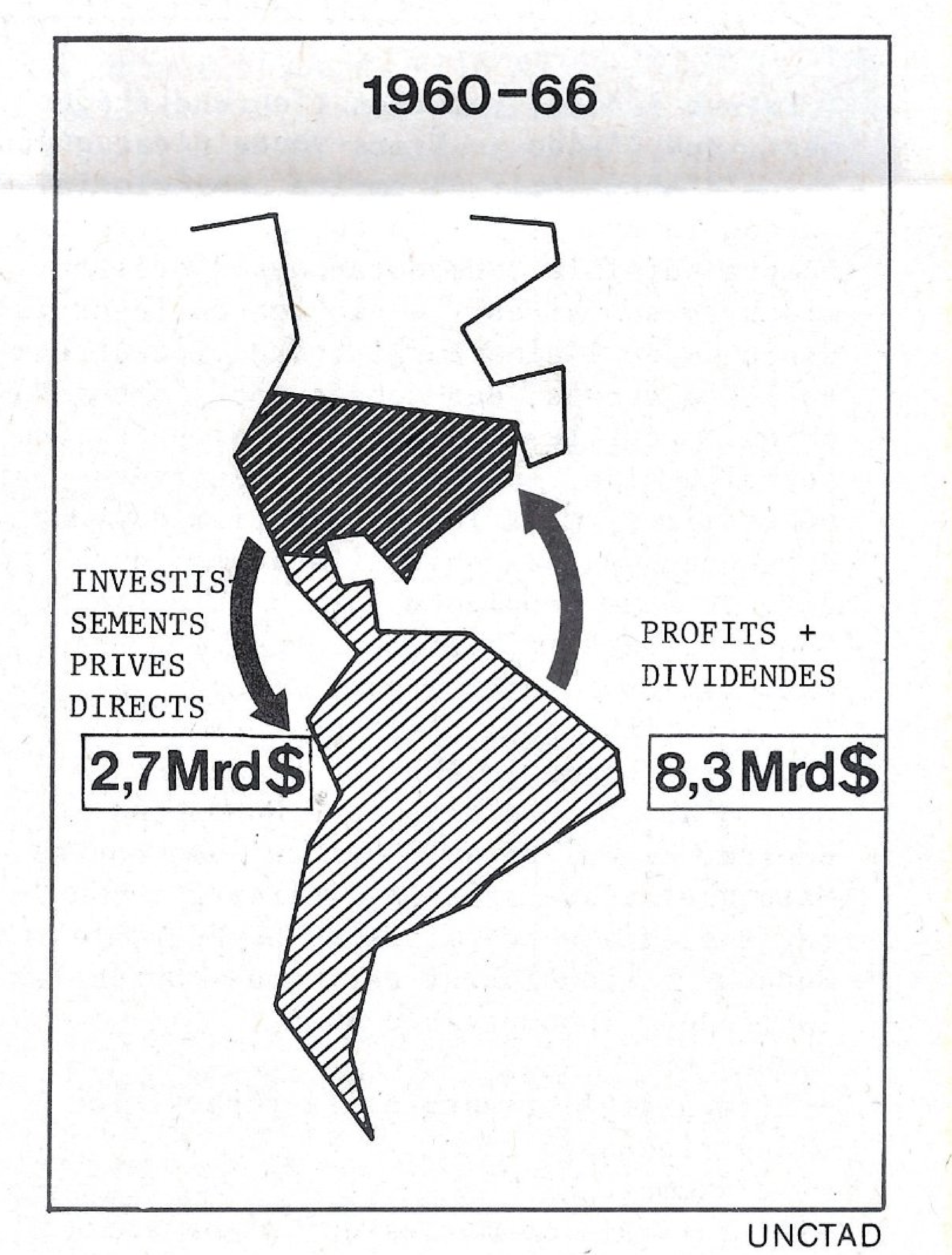
4) les responsabilités soient confiées aux gens du pays et non aux étrangers,

5) la pollution n'augmente pas.

FLUX DE CAPITAUX PRIVES, PILLAGE DES RESSOURCES, POLLUTION

"Investir dans le Tiers-Monde est encore la meilleure manière de l'aider", disait en substance un long article publié récemment dans un quotidien lausannois. L'auteur pensait essentiellement aux investissements privés (industries, banques) qui sont bien supérieurs à l'aide publique (prêts du gouvernement).

Non ! Investir dans le Tiers-Monde est la meilleure manière d'augmenter son PNB. C'est très différent ! Le schéma ci-contre montre à qui les investissements privés nord-américains en Amérique latine ont profité.



PROFITS DES INVESTISSEMENTS PRIVES DES ETATS-UNIS EN AMERIQUE LATINE

---

(1) Les activités économiques sont divisées en 3 secteurs :
<u>primaire</u> : agriculture, élevage, pêche mine (tout ce qui est production de matières premières)
<u>secondaire</u>: artisanat, industrie (toute transformation de la matière première)
<u>tertiaire</u> : les services, c'est-à-dire tout le reste, commerce, administration, etc. Un ministre, un balayeur de rues, un professeur, un policier, un prêtre, une infirmière, si divers que soient leurs métiers, appartiennent tous au secteur tertiaire.

Et la Suisse ? Si l'on prend la seule année 1970, on a les chiffres suivants concernant les flux de capitaux privés uniquement.

SUISSE ⟶ TIERS-MONDE	
Investissements	228 millions
Crédits à l'exportation	97
Autres prêts	101
TOTAL	426 millions (1)

TIERS-MONDE ⟶ SUISSE	
Profits des investissements	
Intérêts des crédits à l'exportation	
Intérêts des autres prêts	
TOTAL	505 millions

A cela il faut ajouter les droits payés pour la fabrication sous licence et surtout la grande inconnue des capitaux du Tiers-Monde qui viennent se réfugier à l'abri du secret bancaire suisse. On voit que le solde est largement en faveur de notre économie.

On nous dira que ces investissements ont stimulé l'économie et donné du travail dans les pays sous-développés. Oui, mais ils ont aussi contribué au pillage des ressources naturelles et à la pollution, ce qui n'est pas compté dans le PNB. On a calculé en Namibie (colonie sud-africaine) qu'au rythme actuel, toutes les ressources minières seront épuisées dans 25 ans, si l'on n'en découvre pas de nouvelles. "Ce que nous craignons, a dit le chef Herero Kapuuo, lorsque notre pays aura enfin obtenu la liberté, c'est qu'il aura perdu toute sa richesse."

L'autre problème est celui de la pollution. Autrefois on évitait d'industrialiser les colonies pour donner du travail dans les métropoles. Aujourd'hui les sociétés multinationales s'installent volontiers dans le Tiers-Monde, mais c'est souvent pour y mettre les industries polluantes que la législation, les syndicats et l'opinion publique n'acceptent pas dans les pays développés.

LA CROISSANCE DU BONHEUR NATIONAL BRUT

Est-ce à dire, comme on l'entend fréquemment, que l'aide au Tiers-Monde n'est qu'un moyen d'entretenir un empire néo-colonial ? ou que la croissance du PNB est en fin de compte nuisible ? Gardons-nous d'affirmations si sommaires. Le blocage de la croissance ou de l'aide aurait, dans l'état actuel des choses, des conséquences catastrophiques pour les pays sous-développés. Une certaine aide, une certaine croissance sont nécessaires, mais leurs objectifs doivent être changés. Les objectifs économiques doivent être remplacés par un objectif de bonheur. La difficulté est que le Bonheur National Brut (notion proposée par le Professeur Tinbergen) n'est pas une notion objective comme le PNB. Et en aucun cas nous n'avons le droit, nous Européens, de décider ce qui sera le bonheur des autres. Mais quelle que soit la diversité des cultures et des conceptions du bonheur, le Bonheur National Brut est, sous toutes les latitudes, incompatible avec

- l'inégalité criante de la répartition des richesses
- le chômage
- l'esclavage de masses qui n'ont aucun droit à déterminer leur sort
- la pollution.

En un mot, il s'agit de viser non plus à la rentabilité mais à la dignité. Dès lors, l'aide est utile, mais seulement si elle satisfait des conditions précises, dont voici quelques-unes:

- Que l'aide favorise les plus pauvres, au lieu de renforcer l'élite.

- Qu'elle apporte une technologie adaptée au niveau d'instruction et aux moyens matériels de la population.

- Qu'elle lutte contre les vrais ennemis du développement. Ainsi, il faudra aider les exploitations agricoles qui ne sont pas entre les mains des grands propriétaires, les coopératives qui ne produisent pas pour les grandes firmes multinationales, les efforts d'éducation populaire (souvent clandestins) qui refusent d'enseigner des connaissances inadaptées à la situation des gens, mais qui visent à accroître leur participation au développement. Parfois cette aide ne sera possible qu'en soutenant ceux qui luttent pour renverser le système actuel. Ainsi la Suède a décidé d'aider le Mozambique à travers le FRELIMO.

- Qu'elle permette une mobilisation des populations et qu'elle leur donne les moyens de déterminer elles-mêmes leur avenir, ce qui n'est possible qu'en faisant appel aux valeurs culturelles propres du pays.

LA DEMISSION DES CITOYENS ET DES CITOYENNES

Et le sous-développement en Suisse ?

Les formes que peut prendre le "sous-développement" dans un pays industrialisé tel que le nôtre doivent être recherchées, non seulement dans le domaine économique ou social, mais également dans le domaine politique. Ce sont les chiffres des participants à la dernière votation fédérale du 4 mars qui fournissent matière à ce dossier.

Notre démocratie est malade !

Cette votation nous révèle, une fois de plus - le malaise. Un peu plus du quart du corps électoral (26,5 %) a daigné se déplacer pour exprimer son opinion sur des articles à nos yeux importants, notamment celui du "droit à la formation". La participation a varié énormément d'un canton à l'autre. Elle va de 12,5% à Bâle-Ville jusqu'à 71,8 % à Schaffhouse, mais il faut savoir que dans ce dernier canton celui qui ne va pas voter est infligé d'une amende ! Les cantons romands étaient très proches de la participation bâloise à l'exception du Valais qui avait le même jour des élections cantonales.

Il faut avoir le courage d'avouer, qu'en face d'une telle participation, notre image de marque de la "plus vieille démocratie" en prend un méchant coup !

Certains accuseront le peu de clarté des articles à voter, d'autres le manque de propagande et d'affrontements, le temps printanier du week-end, etc. Il est vrai que tous ces facteurs ont une influence sur la participation. Mais tous les motifs évoqués n'expliquent pas un tel désintéressement de la chose publique et c'est ailleurs et plus profondément que nous avons à en rechercher les causes. Ce désintéressement va, semble-t-il en augmentant et ce n'est pas l'exceptionnelle participation lors du vote de l'initiative xénophobe de M. Schwarzenbach qui modifie cette constatation: les réactions épidermiques et les sentiments y étaient trop présents pour admettre le réveil d'une prise de conscience politique.

Peut-on parler encore de démocratie (gouvernement où le peuple exerce la souveraineté) lorsque le quart des citoyens et citoyennes du pays ont conscience de leur pouvoir ? Un abandon aussi massif du droit de vote des trois autres quarts ne permet plus d'utiliser ce mot !

Les causes de cette démission sont à situer dans les effets "démobilisants" de notre type de société, qui, par ses conditionnements, ses orientations, sa hiérarchie des valeurs, "fabrique" des hommes et des femmes plus "consommateurs" que responsables, plus passifs que participants, plus infantiles qu'adultes.

Travailler à une démocratie effective, c'est travailler à ce que les gens du peuple acquièrent une réelle conscience politique, c'est redonner à l'homme individualiste la conscience du collectif !

Antoine Queloz



L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT EST EN LEGERE REGRESSION

Le mémorandum suisse, qui a été soumis au comité d'aide au développement (CAD) l'année passée, a été publié par les soins du délégué à la coopération technique, du Département politique fédéral et de la division du commerce. Dans une lettre adressée au chef de la délégation suisse près l'OCDE, le président du CAD, M. Edwin M. Martin, a relevé que le volume de l'aide publique de la Suisse est resté relativement très modeste. Il se demande si la Suisse pourra, jusqu'en 1975 environ, augmenter sensiblement le volume de son aide publique par rapport au produit national brut. La situation lui paraît d'autant plus inquiétante que, en raison du taux d'inflation, la partie non-versée des crédits-cadre approuvés par les Chambres fédérales perd de sa valeur en termes réels. Il se félicite néanmoins des progrès déjà accomplis ou envisagés dans le domaine de la qualité de l'aide suisse.

Le flux net de ressources globales publiques et privées vers les pays en développement et les organismes multilatéraux, lit-on dans le mémorandum, s'est élevé de 137,3 millions de dollars en 1970 à 245,4 millions en 1971, ce qui représente une augmentation de 78,7 pour cent. Le pourcentage des flux totaux par rapport au PNB est par conséquent passé de 0,67 pour cent en 1970 à 1,00 pour cent en 1971. L'aide publique au développement a enregistré une légère diminution passant de 30,2 millions de dollars en 1970 à 28,4 millions en 1971. De ce fait, le pourcentage par rapport au PNB a regressé de 0,14 pour cent à 0,11 pour cent. Quant aux apports du secteur privé, ils ont augmenté très sensiblement passant de 101 millions à 203.6 millions. Ceci représente une progression de plus de 100 pour cent et constitue l'élément d'explication de l'accroissement des flux totaux. Par rapport au PNB, le pourcentage des flux du secteur privé s'est élevé en 1971, à 0,83 pour cent contre 0,50 pour cent en 1970. (ATS)

'La Liberté'
Fribourg

QUAND M. BREJNEV EST LE SEUL A APPLAUDIR...

(De notre correspondant.)

Moscou. — *La télévision soviétique a retransmis en direct, de Prague, d'étranges images du meeting organisé vendredi après-midi pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire de février 1948, auquel assistait M. Léonid Brejnev.*

Tout le talent des opérateurs n'a pas réussi à effacer l'impression quasiment sinistre que donnait cette manifestation. Sans doute les gabardines sombres et les bérets de la milice ouvrière tchécoslovaque ne contribuaient-ils pas à égayer le spectacle, mais il était trop clair que, dans la foule rassemblée sur la Vieille-Place, le cœur n'y était pas. A la tribune même, tandis que M. Husak, le chef du parti tchécoslovaque, lisait ligne à ligne son allocution, le président Svoboda arborait un visage de bois avec l'expression détachée et morose d'un homme qui en a trop vu.

Semblable ambiance n'est pas de celles où la personnalité de M. Brejnev s'exprime sous son meilleur jour. Le secrétaire général du P.C. soviétique voulut-il réchauffer l'atmosphère ? Il s'y prit, en tout cas, à contretemps lorsque, M. Husak ayant jugé utile d'évoquer l' « aide internationaliste » apportée à la Tchécoslovaquie par ses alliés en 1968, il prit l'initiative d'applaudir à deux mains ce rappel historique. Il fut seul à le faire, et un silence pesant régna à cet instant sur la foule comme à la tribune officielle. — A. J.

Le Monde
25-26.2.1973

TEMOIGNAGE DE SOLIDARITE

Une nouvelle congrégation religieuse - les Servantes des Pauvres - fondée au Kerala (Inde) par une ancienne Ursuline, a choisi pour règle de ne pas dépenser mensuellement plus d'un dollar et demi par personne, cette somme étant celle dont disposent les pauvres auxquels elles veulent se consacrer. Elles ont décidé de vivre selon ce régime tant qu'elles n'auront pas réussi à élever le niveau de vie des gens qui les entourent et qu'elles aident en luttant contre la mortalité infantile ainsi qu'en développant l'agriculture et l'élevage.

SFH
Mars 73

GRAVITE DU COUP DE KHARTOUM

Le 3 mars dernier, le Soudan s'apprêtait à fêter le premier anniversaire du règlement politique qui permit la paix entre le sud et le nord du pays. En 1972, après 17 ans de guerre, de nombreuses transformations dans les attitudes du gouvernement du général Numeiry et des rebelles Anya-Nya avaient permis l'espoir. Un des éléments essentiels du règlement du conflit fut le changement d'orientation de Numeiry. Il prit ses distances vis-à-vis du monde arabe, surtout de la Libye et de l'Egypte, et se rapprocha des voisins africains du Soudan. La réconciliation était désormais possible; les gens du sud n'avaient plus à craindre une nouvelle domination politique et culturelle islamique, dont ils avaient eu tellement à souffrir (voir articles "Soudan" Interrogation No 4 à 7).

Il est consternant que ce soit durant cette période de fête du premier anniversaire de la paix qu'un commando palestinien ait cru bon de prendre et tuer des otages à Khartoum, projetant le Soudan en plein dans les controverses du monde arabe.

De plus, l'Observer" de Londres a révélé que le buro du "Fath" à Khartoum avait non seulement organisé l'opération meurtrière, mais était le centre d'un groupe subversif visant à renverser Numeiry et à installer à sa place un régime islamique socialiste qui entrerait dans une union avec la Libye et l'Egypte. Cela signifierait un retour à la guerre civile au Soudan.

J.M.

SUSPENSION DE JOURNAUX AU ZAIRE

Aux termes d'un arrêté du Commissaire zaïrois à l'Orientation, en date du 8 février 1973, 31 publications, pour la plupart d'orientation chrétienne, ont été suspendues jusqu'à nouvel ordre. Cette décision a été prise pour que "les masses nationales soient orientées selon les règles définies par une seule et même source". Toujours selon l'arrêté, "les citoyens qui s'exprimaient jusqu'ici dans les publications suspendues pourront le faire désormais dans le cadre de la presse nationale".

SOUTIEN POPULAIRE POUR ALLENDE

A la suite des élections législatives du 4 mars dernier au Chili, la répartition des sièges entre l'opposition centriste et conservatrice (opp) et la coalition gouvernementale de gauche (co) est la suivante :

Chambre: opp 87 (-6) co 63 (+6) Sénat: opp 30 (-2) co 20 (+2)

Il y a eu 18,8 % d'abstentions, 1,63% de bulletins nuls. La coalition qui soutien Allende a obtenu 43,4% des suffrages. Rappelons qu'Allende avait été élu en 1970 avec 36,3% des suffrages. (selon afp)

Salvador Allende et l'Unité Populaire au pouvoir ont obtenu un succès important. Ils ont réussi à améliorer leur nombre de voix alors que le pays traverse une crise économique grave. L'inflation a atteint 163 % l'année passée, on ne trouve plus qu'à grand peine certains produits de consommation courants, le marché noir fleurit. Selon les critères habituels de jugement d'une situation économique, Allende a complètement échoué. C'est l'avis des riches du Chili et de nombre d'observateurs étrangers.

Le résultat des élections montre cependant que les ouvriers, paysans et autres couches défavorisées ont été sensibles, eux aux résultats sociaux obtenus par le gouvernement depuis 70 : la réforme agraire a profité à plus de 40'000 paysans, alors que 100'000 logements ont été construits. Le chômage recula de moitié (de 8 à 4 %), la production industrielle s'est accrue, et la nouvelle répartition des revenus fait que la partie la plus pauvre du pays a un pouvoir d'achat plus grand que jamais auparavant. Et ceci malgré l'inflation. La manifestation de la reconnaissance des pauvres permettra à Allende de continuer l'expérience d'une transformation radicale mais pacifique du Chili. Et ceci dans le respect de la légalité et des libertés (il y a peu de pays d'Amérique latine où l'opposition est aussi libre), ce qui lui vaut le soutien de l'armée.

Mais l'opposition reste forte, à l'image de l'importance des couches aisées : elle contrôle le parlement, la plupart des fonctionnaires de l'administration, les instances juridiques. De plus, elle contrôle presque tout le secteur privé de l'économie qui est encore très important : 60 % de la production agricole commercialisée n'a par exemple pas été touchée par la réforme agraire. Il faut se garder, également pour l'avenir, de mettre toutes les difficultés du Chili sur le dos du "socialisme", car le pays vit un affrontement constant entre deux organisations socio-économiques fondamentalement différentes, mais coexistantes.

J.M.

REVENU ANNUEL MOYEN DES PDG HELVETIQUES

Selon les résultats d'une étude sur les revenus dans 77 entreprises suisses, étude réalisée par l'institut "Management Centre Europa" de Bruxelles, le revenu annuel d'un directeur général suisse s'est élevé l'année dernière à quelque 114'000 francs. Entre le revenu d'un directeur général et celui du deuxième homme en importance de la hiérarchie de l'entreprise, il y a une différence de salaire considérable puisque ce dernier gagne en moyenne 82'900 francs. Viennent ensuite le directeur de la production avec 78'800 francs, le chef des finances avec 74'500 francs, le directeur du développement avec 71'700 francs. Tous ces chiffres représentent une moyenne.

ATS



AFRIQUE - ASIE - OCEANIE - AMERIQUE - EUROPE - AFRIQUE - OCEANIE -

DECISION AU COE

La situation financière aigue dans laquelle se trouve le COE à la suite de la crise monétaire internationale, notamment de la dévaluation du dollar, a rendu nécessaire le transfert de la prochaine séance du Comité Central de Helsinki à Genève. Les dates restent les mêmes - 22 au 29 août 1973.

On a estimé à 635,000 francs suisses la diminution de revenu du COE pour 1973 à la suite de la dévaluation du dollar. Sur un budget général annuel de 6 millions, cela fait 12 %. Le transfert de Helsinki à Genève permettra d'économiser approximativement 150'000 francs sur d'autres budgets du COE.

D'autre part, les secrétaires exécutifs des divers départements sont invités à renoncer volontairement à l'augmentation de salaire qu'aurait entraîné l'adaptation au coût de la vie (+ 7,5%). Enfin, tous les départements sont invités à restreindre toutes les dépenses évitables.

(soepi-communication)

RADIO VOIX DE L'EVANGILE

La radio Voix de l'Evangile, dépendant de la Fédération luthérienne mondiale, a fêté le 26 février son dixième anniversaire. Inaugurée en 1963, cette station atteint la plupart des pays africains, le Proche-Orient et l'Asie du Sud-Est. Ses 28 heures d'émissions quotidiennes en 13 langues sont réalisées par les 180 collaborateurs établis à Addis même et les quelque 200 personnes travaillant dans 14 studios locaux situés dans divers pays. Ayant pour mot d'ordre "Proclamer Christ au monde", la RVE indique clairement sa visée missionnaire.

CHRETIENS EN DIFFICULTE AU NEPAL

Les autorités népalaises ont pris des mesures sévères pour empêcher les conversions au christianisme, annonce l'agence viennoise Kathpress. Les peines encourues par les personnes lisant la Bible vont de 3 à 6 ans d'emprisonnement. Toujours selon cette agence, des dizaines de chrétiens se trouveraient déjà en prison sans assistance juridique ou procédure.

LE PASTEUR PHILIP POTTER A MOSCOU

Le pasteur Philip Potter a été, du 17 au 24 février, l'hôte de l'Eglise orthodoxe russe.

Au cours d'une réception offerte à cette occasion, le patriarche Pimène assura son hôte de Genève de son "appui dans toutes ses bonnes entreprises". Il se félicita des "efforts déployés actuellement par le COE pour adopter une interprétation chrétienne unique des sacrements du baptême, de l'eucharistie et de l'ordination". Il rappela qu'il fallait oeuvrer pour le salut de toute l'humanité, et les chrétiens, devait-il ajouter, "peuvent y contribuer en renforçant la compréhension entre les peuples, en luttant pour l'élimination de l'oppression sociale et raciale, en instituant des modalités d'organisation de la société qui soient justes".

Le pasteur Potter a eu, en outre, des entretiens avec M. Vladimir Kuroyedov, du Département des affaires religieuses d'Union soviétique.

Au cours de son séjour en URSS, le secrétaire général du COE s'est rendu à Léningrad, Novgorod, Tula et Zagorsk.

soepi

NOUVELLES - NOUVELLES - NOUVELLES - NOUVELLES - NOUVELLES - NOUVELLES

... Le Maroc m'a bien reçu. Je peux en dire autant, car je me plais vraiment bien à Oujda. Sur le plan professionnel, tout va bien; disons que je fais surtout de la radio et de l'électricité tout en étant parti pour la mécanique. Tu vois que cela fait quelques différences, mais pour moi cela n'importe pas car j'avais également quelques bonnes bases de ce côté là. Ce qui est important, je crois, c'est de se trouver à l'aise avec sa matière. Le plan 'vie en équipe' reste problématique parfois. Il faut en tous cas savoir s'adapter.

... L'avenir et la réadaptation en Suisse pour 1974 me font un peu peur. Si j'ai la possibilité de repartir ailleurs je pense que je le ferai.

Roger Rochat,
Oujda, Maroc

... Durant le temps où la Soeur du dispensaire, avec laquelle j'assume la responsabilité, était malade, j'ai confié à un de nos infirmiers la consultation des malades. Je suis restée pour donner les soins et les injections et quelques fois pour un conseil à formuler. Nous assurions un roulement de garde où chacun avait sa propre responsabilité. Vous ne sauriez imaginer l'ambiance et l'esprit de collaboration qui régnait et le grand bonheur de l'infirmier d'être le grand "bwoina" du coin.

Je n'ai jamais éprouvé autant de satisfaction dans mon travail souvent répété, que pendant cette période où je sentais cet homme prendre sur lui totalement la vie de ces gens. Je n'étais là que pour aider, distribuer le lait et les médicaments. Vous penserez que c'est là un travail fort restreint ! Mais en Afrique, il faut arriver à quitter ses propres responsabilités, redevenir petits pour voir grandir et devenir hommes, ceux qu'on est venu aider, car bientôt le Zaïre sera totalement aux mains de ses enfants.

Nicole Michaud de Moillesulaz,
Ecole technique de la Kafubu,
Lubumbashi / Zaïre.

... Je dois avouer que les débuts sont très durs. Le premier contact avec la Colombie a été plutôt révoltant pour nous. Nous trouvons ce pays bien plus riche que nous l'imaginions. Que ce soit la végétation, les grandes haciendas, l'industrie, les villas de week-end que nous avons vus, ou même parfois l'église ... C'est peut-être le pire. A Popayan, dans la maison régionale, une grande construction, perdue dans un quartier relativement pauvre. Cette maison est habitée la plupart du temps par 5 personnes ...

... Sans doute préférerions-nous nous lancer au travail tout de suite. Ici à Bogota, il y en a assez. Il nous semble vivre en égoïste : étudier, alors que la misère nous "lance un coup de poing" à chaque coin de rue ... Je crois que c'est cela le plus difficile ... attendre. On préférerait vider son porte-monnaie, donner tout ce que l'on a. ... Et après ? Vivre pauvre, dans un taudis n'est-ce pas plus ridicule encore ? Nous sommes riches. Nous avons nos avantages : l'argent qui vient de Suisse, les "maisons suisses" qui nous accueillent, ... et si vraiment nous en avons marre, nous avons la possibilité de rentrer en Suisse ! C'est cela notre pauvreté à nous, c'est d'être riches ! Donner notre argent nous rendrait encore plus riches ! Alors, il ne nous reste qu'une seule chose : vivre notre idéal chrétien, la pauvreté du Christ. Ce n'est pas une pauvreté matérielle, mais surtout une pauvreté d'esprit. Donner, partager, mais pas tant l'argent, partager notre vie, notre Amour.

C. et G. Maier de Wabern, Capellara Alemara, Carrera 35
No 28-68; Bogota 1 / Colombie

NOUVELLES - NOUVELLES - NOUVELLES - NOUVELLES - NOUVELLES - NOUVELLES

... Je considère un peu notre situation ici à celle des étrangers en Suisse. Ces étrangers travaillent pour le pays, vivent l'histoire suisse, sont contraints aux mêmes devoirs, ont les mêmes directives, les mêmes problèmes que les Suisses ... alors, pourquoi pas les mêmes droits ?

Pour les étrangers en Suisse, la situation est assez proche de celle des habitants des pays de l'est, menacés dans leur vie pour leurs opinions, leur manière d'agir. Si chez nous en Suisse, on ne parle pas de "camps", on parle tout de même de renvois, d'expulsions dans de brefs délais.

Pourquoi les étrangers en Suisse n'auraient-ils pas les mêmes droits que nos concitoyens ? Pourquoi n'auraient-ils pas le droit de dire ou de dénoncer ce qui ne va pas ? de refuser une loi ? Pourquoi n'auraient-ils pas droit aux élections ? Ils vivent et participent journellement à la vie du pays, ils en sont les rouages importants.

L'étranger a le devoir de payer des impôts, il ne peut venir en Suisse que pour travailler, il doit se conformer à l'esprit, aux coutumes ... s'intégrer ou être rejeté ... Comment ferions-nous tourner la machine suisse sans tous ces bras venus d'ailleurs ?

Avant de penser à l'apartheid d'Afrique du Sud, commençons à le détruire chez nous. L'apartheid suisse existe; il suffit d'être étranger pour s'en apercevoir !

Pour nous, laïcs missionnaires ou Frères sans frontières, faut-il attendre d'être à l'étranger pour voir et ressentir ces problèmes ?

Heureusement, en entrevoyant ces problèmes, nous pourrons les combattre au retour, s'engager encore pour notre tiers-monde, sans oublier celui du sous-continent.

Notre départ ne doit pas être une rupture avec notre vie suisse; nous devrons retourner en Suisse ...

Louis Bessi de Martigny,
Mission catholique,
Sokodé / Togo.

... Le début de l'année scolaire a apporté bien des modifications dans notre travail : Francine ne s'occupe plus des soins et je suis responsable de l'internat des garçons. Mon travail hebdomadaire au collège a été réduit à 16 heures. Ce travail de surveillance ne me réjouit pas trop et je me suis proposé à ce poste parce qu'aucun autre professeur n'acceptait de le faire. Mais je ne me plains pas et mes relations avec les 150 garçons sont assez bonnes. Je suis placé dans des situations parfois désagréables où il est nécessaire de montrer les dents.

Il est bien clair que la solution idéale est de "dénicher" un surveillant africain. Mais ceci est une autre histoire.

F. et J-F. Wälchli
Collège secondaire protestant,
Dabou / Côte d'Ivoire

NOUVELLES - NOUVELLES - NOUVELLES - NOUVELLES - NOUVELLES - NOUVELLES

... J'aimerais te raconter un mouvement pour le développement de la Côte d'Ivoire qui a été créé par des Ivoiriens ! Ce qui est extraordinaire c'est que le chef de ce groupement de jeunes est un jeune homme qui avait une de ces places très rares et très bien rémunérées dans l'administration. Il a abandonné sa "carrière" mais pas pour jouer au patron - pour participer avec ses propres forces à la plantation de riz ainsi qu'à la récolte.

Si l'on connaît un peu les idées hiérarchiques de beaucoup de gens en Afrique, l'attitude du leader de ce mouvement est plutôt remarquable. Du fait que leur premier projet semble avoir bien réussi, il y a d'autres jeunes qui commencent à s'y intéresser (aussi des Ivoiriens) et des projets pilotes vont se créer.

Peut-être la renommée de l'agriculteur ivoirien et aussi ses méthodes de travail vont-elles changer un peu grâce à de tels projets bien organisés. ...

Hansruedi Held,
Collège secondaire Protestant,
Dabou / Côte d'Ivoire

... Un jour que je rangeais du sucre dans le magasin, j'ai jeté à terre le papier d'emballage qui était déchiré. Un gamin, à la porte, me regardait ... Timidement il me demande : "je peux le prendre pour recouvrir mes livres ?" Alors, avec les bords collants des timbres, nous l'avons recollé et l'enfant est parti fier et heureux : il avait une nouvelle couverture pour son cahier ! Cela m'a beaucoup fait réfléchir, car si parfois nous pensons que nous vivons simplement, et que nous songeons à ce qui nous rendrait service, combien un tel fait montre la "richesse matérielle" que nous avons en face d'eux...

Un autre jour, c'est face à la maladie que je me suis sentie pauvre, impuissante. Un gars vient à la mission chercher du sérum pour sa mère mordue par un serpent. Comme nous n'avons pas de médicaments, il n'y a rien... Il y a un dispensaire à Bérem, Tagal et un centre médical à Gaya, mais nulle part on trouve le sérum. Et pourtant les serpents sont nombreux par ici et plusieurs personnes sont mortes depuis que nous sommes là. Alors, que faire ? Il ne nous reste qu'à laisser mourir cette femme... Cela fait mal d'être ainsi impuissant.

Christiane Joliat de Courtételle,
Mission catholique de Gounou-Gaya / Tchad

Seigneur, QUE L'AFRIQUE TE CONNAISSE ... - suite de la page 2

Sois connu
Afin que tes messagers sachent
Que tu les as précédés
Et que tu es à l'oeuvre dans toutes les cultures
Et qu'ils apprennent à te découvrir en te donnant
Pour que toute parole,
Quelle que soit la couleur de la bouche
Qui la prononce,
Participe à ton verbe créateur
Et soit prise au sérieux par l'homme ta créature.

Qu'ils te connaissent ...
Afin que soit enfin entonné le chant funèbre
De tout mépris et de toute supériorité,
Et que batte la frénésie du tam-tam de la fraternité
retrouvée,
Communion de l'homme à la feuille qui vibre,
De l'homme au murmure d'amour de l'homme,
De l'homme à la totalité que nous entrevoyons
Mais que seul Tu es éternellement.

Un prêtre camerounais
"Les religions d'Afri-
que Noire"

L'HOMME BLANC

Comment
Le pauvre Noir
S'explique
La peau blanche du Blanc.

Dieu survint
Et lui dit
Qu'as-tu fait de ton frère ?

Il pâlit pour toujours.

Gilbert Trolliet
(inédit)
Journal de Genève
29.9.1972

Sommaire :

INTERROGATION paraît huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts.

J.A.
1000 LAUSANNE 9